

## INSTANCES PARITAIRES

# L'EXAMEN DES CAS INDIVIDUELS EN CHIFFRES - 2024

Avril 2025

**Lorsqu'elles sont saisies par les demandeurs d'emploi, les instances paritaires (IP) sont amenées à examiner certains cas individuels prévus par la réglementation d'assurance chômage. Le point sur leur activité en 2024.**

C'est à travers elles que le paritarisme de l'Assurance chômage s'inscrit sur le terrain : les 18 instances paritaires régionales (IPR), les 39 instances paritaires territoriales (IPT) et l'instance paritaire spécifique (IPS) constituent un réseau précieux, au contact des enjeux sociaux et économiques locaux.

Le président de l'Unédic, Jean-Eudes Tesson, rappelle dans [le rapport d'activité des instances paritaires en 2024](#) que « *les membres des instances paritaires en région participent à l'exercice du pouvoir par la démocratie sociale* », dans un contexte où « *la nouvelle convention d'assurance chômage [du 15 novembre 2024] consacre le rôle du paritarisme* ». « *La réglementation d'assurance chômage s'applique à tous, mais elle ne peut prendre en compte toutes les situations spécifiques. Cela peut engendrer des injustices. L'enjeu est de nourrir les réflexions des instances chargées d'élaborer les futures règles, afin qu'elles intègrent mieux les cas particuliers rencontrés sur le terrain. (...) Leur mission est avant tout d'apporter du pragmatisme là où il a pu en manquer, en identifiant et en remontant les cas spécifiques* », souligne-t-il.

Parmi les missions des instances paritaires (*Encadré 1*), figure l'examen des cas individuels des personnes inscrites à France Travail confrontées à des situations particulières. À ce titre, près de 153 000 dossiers ont été examinés en 2024, un volume quasi stable qui cache des évolutions notables dans les types de cas passés en revue par les instances.

Les situations individuelles des demandeurs d'emploi sont examinées pour les cas mentionnés à l'article 46 bis du règlement général annexé à la convention du 15 novembre 2024 relative à l'Assurance chômage. Ces cas concernent notamment les demandes d'ouverture de droits à la suite d'un départ volontaire d'un emploi

précédemment occupé, l'appréciation de certaines conditions d'ouverture des droits, le maintien du versement des prestations, la remise des allocations et des prestations indûment perçues et l'examen de dossiers en cas d'absence de déclaration de période d'activité professionnelle.

### ENCDARÉ 1 - QUEL EST LE RÔLE DES INSTANCES PARITAIRES ?

Chaque instance est composée de 10 membres – 5 titulaires et 5 suppléants – représentant les employeurs, désignés par les organisations syndicales d'employeurs et, à l'identique, de 10 membres représentant les salariés désignés par les organisations syndicales de salariés, représentatives au plan national et interprofessionnel, et gestionnaires de l'Assurance chômage. Les IPR, les IPT et l'IPS comptent au total environ un millier de mandatés.

Les instances ont pour missions principales :

- de veiller à la bonne application de la réglementation d'assurance chômage ;
- d'être associées à l'élaboration du diagnostic territorial (besoins en recrutement, impact des mesures mises en œuvre...) et au suivi de la programmation des actions de France Travail ;
- de statuer sur des cas individuels lorsqu'elles sont saisies par :
  - des employeurs ;
  - des demandeurs d'emploi.

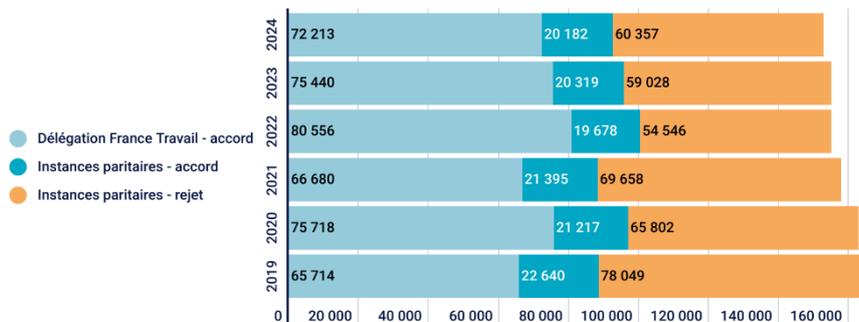
C'est cette dernière mission qu'illustrent les chiffres ici présentés. Sur les situations individuelles des demandeurs d'emploi, les instances paritaires statuent au cas par cas. Deux situations couvrent environ 95 % du nombre de dossiers examinés : les demandes d'ouverture d'un droit aux allocations chômage à la suite d'une démission ; les demandes de remise de dette lorsque des allocations ou des aides ont été indûment perçues. Néanmoins, si les demandes acceptées d'ouverture de droits à la suite d'une démission représentent l'essentiel du poids financier des dossiers acceptés, le montant des remises de dette acceptées constitue une faible proportion de celui-ci.

## NOMBRE DE DOSSIERS EXAMINÉS

### Relative stabilité du nombre de dossiers traités

Une relative stabilité est constatée en 2024, avec 152 752 dossiers examinés (*Graphique 1*), contre 154 787 en 2023 (-1,3 %). Ce volume global qui varie peu masque cependant trois évolutions : l'augmentation de +7,8 % du nombre de dossiers de départs volontaires examinés (+5 181) et la diminution de - 6,3 % du nombre de demandes de remise de dette étudiées (- 5 157), qui se conjugue à la baisse de - 53,1 % des examens de périodes non déclarées (PND) (-1 692) qui atteignent leur plus bas niveau depuis 2018 (*Graphique 2*).

GRAPHIQUE 1 – 152 752 DOSSIERS TRAITÉS EN 2024

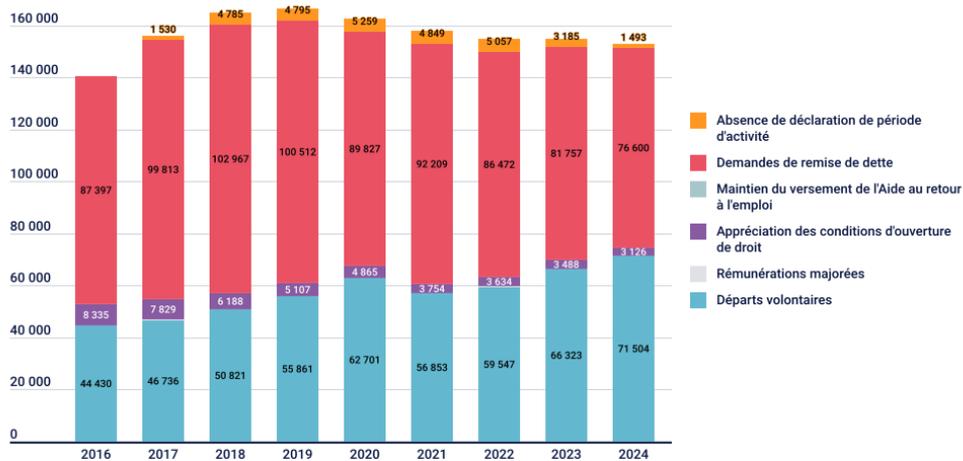


Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2024

La tendance à la baisse du nombre de demandes de remise de dette se poursuit : 76 600 cas en 2024, après 81 757 en 2023. Néanmoins, le montant global des remises de dette acceptées augmente de + 35,5 % en 2024 par rapport à 2023. Le montant des remises accordées par les instances augmente de + 56,5 % et celui des remises accordées par délégation diminue de - 16,1 %. L'examen, par les instances, de demandes de remise de dette liées au chevauchement d'une période où l'ARE est versée alors que le demandeur d'emploi aurait dû bénéficier de sa pension de retraite à taux plein, pourrait constituer une explication.

Le nombre de cas relatifs à l'absence de déclaration de période d'activité est en baisse sur la période 2023-2024 de - 53,1 %. Les évolutions informatiques permettant aux demandeurs d'emploi de mieux déclarer les périodes travaillées, l'intensification de la communication sur l'obligation de s'actualiser (y compris lorsque l'on n'est pas indemnisé) et l'utilisation optimisée de la Déclaration sociale nominative (DSN) sont des éléments qui ont contribué à faire baisser ce nombre.

## GRAPHIQUE 2 – DES DEMANDES DE REMISE DE DETTE EN BAISSSE, DES DÉPARTS VOLONTAIRES EN HAUSSE



Champ : Total des décisions, dont délégation France Travail

Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2024

## LES DOSSIERS ACCEPTÉS EN NOMBRE ET EN MONTANT

Trois catégories de dossiers représentent des dépenses supplémentaires (*Graphique 3*) après accord des délégataires et des instances paritaires :

- les ouvertures de droits acceptées au 122<sup>e</sup> jour après un départ volontaire ;
- l'appréciation des conditions d'ouverture de droits ;
- la prise en compte des absences de déclaration de période d'activité.

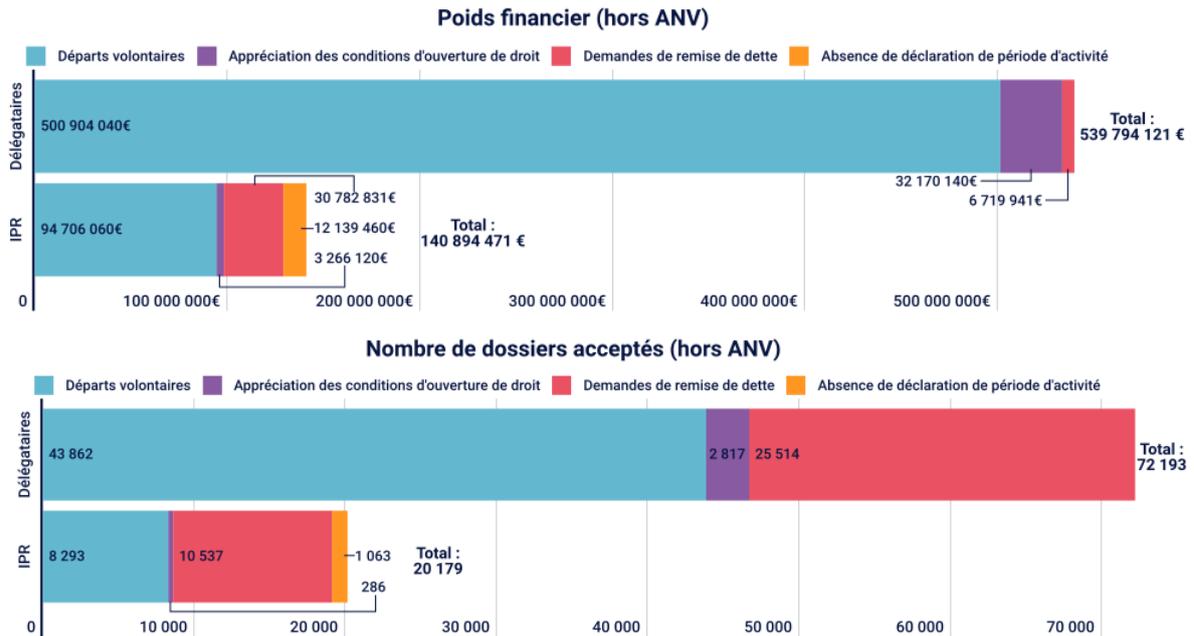
Deux catégories concernent des dépenses déjà engagées pour lesquelles les remboursements ne seront pas effectués :

- le montant des remises de dette accordées ;
- le montant des indus admis en non-valeur (ANV, voir *Encadré 2*).

L'ensemble de ces dépenses, à l'exception des ANV, représentaient un montant total de près de 540 M€ en 2024 pour les dossiers acceptés par les délégataires (France Travail) et près de 141 M€ pour les dossiers acceptés par les IPR.

Pour mémoire, les délégataires ne peuvent prendre que des décisions positives.

**GRAPHIQUE 3 – L'ESSENTIEL DU POIDS FINANCIER SE CONCENTRE SUR LES DÉPARTS VOLONTAIRES**



Les poids financiers des ouvertures de droit (OD) faisant suite aux départs volontaires (DV), à l'appréciation des conditions d'OD et aux périodes non déclarées (PND) sont obtenus par extrapolation : les montants sont calculés en multipliant le nombre de dossiers acceptés par le montant moyen d'ARE mobilisé pour une OD.

Champ : Dossiers acceptés, dont délégation France Travail

Source : Unédic, Rapport d'activité des instances paritaires en région 2024

**ENCADRÉ 2 - LES ADMISSIONS EN NON-VALEUR DES CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES**

Les admissions en non-valeur (ANV) connaissent un rebond en 2024. Le nombre d'ANV augmente de 21 %, tandis que leur montant augmente de 30 %. Avec un total de près de 213 M€, le niveau atteint est très élevé, en particulier en comparaison de l'année précédant la crise Covid (101 M€ en 2019).

L'admission en non-valeur d'une créance – en l'espèce, une prestation indûment versée à un allocataire de l'Assurance chômage – peut intervenir quand celle-ci n'a pu être recouvrée (par exemple, si le débiteur a disparu, est décédé sans laisser d'actif saisissable ou est insolvable ; ou encore lorsque le coût de la procédure de recouvrement est supérieur ou égal à la créance elle-même).

Lorsque qu'une proposition d'ANV est présentée en instance, celle-ci peut admettre en non-valeur, surseoir jusqu'à ce qu'un complément d'information lui soit fourni ou refuser d'admettre en non-valeur et demander aux services de France Travail de reprendre la procédure tendant au recouvrement de la créance ou à l'établissement de son caractère irrécouvrable.

Pour prendre sa décision, l'instance examine le processus de recouvrement, notamment les délais de passage entre les différentes phases précontentieuses et contentieuses, ainsi que les diligences mises en œuvre, ou non, par les commissaires de justice. Pour les propositions d'ANV pour prescription, l'instance observe également la cohérence entre le délai de prescription appliqué et le motif de l'indu. Dans le cas d'un accord pour le passage en ANV, mais du constat par l'instance d'un dysfonctionnement dans le processus de recouvrement, ce dernier doit être mentionné dans la fiche du dossier.

## ANNEXES

TABLEAU 1 – RÉPARTITION EN 2024 DES DOSSIERS RELEVANT DE L'ARTICLE 46 BIS EN VOLUME ET EN POURCENTAGE

Régions	Volume						Pourcentage				
	Délégation France Travail	Instances Paritaires (IP)			(5) Total accords (1)+(2)	(6) Nombre total de décisions (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires (IP)			
	(1) Accord	(2) Accord	(3) Rejet	(4) Total décisions (2)+(3)			Poids délégation (1)/(6)	Poids décisions IP (4)/(6)	Poids des rejets sur décision IP (3)/(4)	Poids des accords IP sur total décisions (2)/(6)	Poids des rejets sur total des décisions (3)/(6)
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	13 341	3 041	6 375	9 416	16 382	22 757	59%	41%	68%	13%	28%
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	2 657	1 246	2 074	3 320	3 903	5 977	44%	56%	62%	21%	35%
BRETAGNE	1 766	1 237	3 629	4 866	3 003	6 632	27%	73%	75%	19%	55%
CENTRE - VAL DE LOIRE	1 368	537	2 485	3 022	1 905	4 390	31%	69%	82%	12%	57%
CORSE	243	124	123	247	367	490	50%	50%	50%	25%	25%
GRAND EST	6 340	1 368	4 917	6 285	7 708	12 625	50%	50%	78%	11%	39%
GUADELOUPE	247	221	161	382	468	629	39%	61%	42%	35%	26%
GUYANE	117	16	50	66	133	183	64%	36%	76%	9%	27%
HAUTS-DE-FRANCE	9 204	2 188	6 552	8 740	11 392	17 944	51%	49%	75%	12%	37%
ILE-DE-FRANCE	6 665	2 024	8 058	10 082	8 689	16 747	40%	60%	80%	12%	48%
LA RÉUNION	1 799	392	1 037	1 429	2 191	3 228	56%	44%	73%	12%	32%
MARTINIQUE	127	63	148	211	190	338	38%	62%	70%	19%	44%
MAYOTTE	23	70	5	75	93	98	23%	77%	7%	71%	5%
NORMANDIE	2 930	846	3 868	4 714	3 776	7 644	38%	62%	82%	11%	51%
NOUVELLE AQUITAINE	10 393	1 847	6 577	8 424	12 240	18 817	55%	45%	78%	10%	35%
OCCITANIE	6 312	2 599	6 327	8 926	8 911	15 238	41%	59%	71%	17%	42%
PAYS DE LA LOIRE	3 810	812	3 564	4 376	4 622	8 186	47%	53%	81%	10%	44%
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	4 871	1 551	4 407	5 958	6 422	10 829	45%	55%	74%	14%	41%
<b>2024</b>	<b>72 213</b>	<b>20 182</b>	<b>60 357</b>	<b>80 539</b>	<b>92 395</b>	<b>152 752</b>	<b>47%</b>	<b>53%</b>	<b>75%</b>	<b>13%</b>	<b>40%</b>
2023	75 440	20 319	59 028	79 347	95 759	154 787	49%	51%	74%	13%	38%
2022	80 556	19 678	54 546	74 224	100 234	154 780	52%	48%	73%	13%	35%
2021	66 680	21 395	69 658	91 053	88 075	157 733	42%	58%	77%	14%	44%
2020	75 718	21 217	65 802	87 019	96 935	162 737	47%	53%	76%	13%	40%

TABLEAU 2A – DÉCISIONS PRISES EN 2024 PAR RÉGION, PAR CATÉGORIE DE CAS ET PAR DÉCISIONNAIRE

Régions	Départs volontaires					Rémunérations majorées					Appréciation des conditions d'ouverture de droit				
	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)
	(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	8 234	1 232	1 869	3 101	11 335	-	-	-	-	-	443	32	2	34	477
BOURGOGNE-COMTÉ	1 802	556	678	1 234	3 036	-	-	-	-	-	109	16	-	16	125
BRETAGNE	1 380	806	1 085	1 891	3 271	-	-	-	-	-	77	56	1	57	134
CENTRE-VAL DE LOIRE	885	278	819	1 097	1 982	-	-	-	-	-	144	10	1	11	155
CORSE	170	48	45	93	263	-	-	-	-	-	3	1	-	1	4
GRAND EST	4 843	628	1 773	2 401	7 244	-	1	-	1	1	165	15	1	16	181
GUADELOUPE	106	62	23	85	191	-	-	-	-	-	8	2	-	2	10
GUYANE	74	4	14	18	92	-	-	-	-	-	5	-	-	-	5
HAUTS-DE-FRANCE	6 265	790	1 968	2 758	9 023	-	-	-	-	-	323	26	1	27	350
ILE-DE-FRANCE	1 697	687	1 998	2 685	4 382	-	-	-	-	-	188	56	11	67	255
LA RÉUNION	1 161	164	251	415	1 576	-	-	-	-	-	161	7	1	8	169
MARTINIQUE	37	31	27	58	95	-	-	-	-	-	1	4	-	4	5
MAYOTTE	16	4	-	4	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NORMANDIE	2 111	481	1 414	1 895	4 006	-	-	-	-	-	107	17	1	18	125
NOUVELLE AQUITAINE	6 733	736	2 532	3 268	10 001	-	-	-	-	-	378	12	2	14	392
OCCITANIE	3 648	982	2 270	3 252	6 900	-	-	-	-	-	350	19	1	20	370
PAYS DE LA LOIRE	2 218	334	1 245	1 579	3 797	-	-	-	-	-	84	4	-	4	88
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	2 482	470	1 338	1 808	4 290	-	-	-	-	-	271	9	1	10	281
<b>2024</b>	<b>43 862</b>	<b>8 293</b>	<b>19 349</b>	<b>27 642</b>	<b>71 504</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2 817</b>	<b>286</b>	<b>23</b>	<b>309</b>	<b>3 126</b>
2023	42 322	7 695	16 306	24 001	66 323	1	-	1	1	2	3 148	299	41	340	3 488
2022	39 557	7 235	12 755	19 990	59 547	16	6	17	23	39	3 270	332	32	364	3 634
2021	36 811	7 631	12 411	20 042	56 853	9	10	17	27	36	3 407	294	53	347	3 754
2020	42 120	8 232	12 349	20 581	62 701	7	11	35	46	53	4 561	251	53	304	4 865

TABLEAU 2B – DÉCISIONS PRISES EN 2024 PAR RÉGION, PAR CATÉGORIE DE CAS ET PAR DÉCISIONNAIRE

Régions	Maintien versement ARE					Demandes de remise de dette					Absence de déclaration d'une période d'activité				
	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)	Délégation France Travail	Instances Paritaires			Total (1)+(4)
		(1) Accord	(2) Accord IP	(3) Rejet			(4) Total des décisions IP (2)+(3)	(1) Accord	(2) Accord IP			(3) Rejet	(4) Total des décisions IP (2)+(3)	(1) Accord	
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	-	-	-	-	-	4 664	1 611	4 462	6 073	10 737	-	166	42	208	208
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	4	-	-	-	4	742	640	1 385	2 025	2 767	-	34	11	45	45
BRETAGNE	-	-	-	-	-	309	348	2 532	2 880	3 189	-	27	11	38	38
CENTRE - VAL DE LOIRE	-	-	-	-	-	339	231	1 660	1 891	2 230	-	18	5	23	23
CORSE	-	-	-	-	-	70	68	76	144	214	-	7	2	9	9
GRAND EST	11	1	5	6	17	1 321	687	3 102	3 789	5 110	-	36	36	72	72
GUADELOUPE	-	-	-	-	-	133	116	135	251	384	-	41	3	44	44
GUYANE	-	-	-	-	-	38	11	36	47	85	-	1	-	1	1
HAUTS-DE-FRANCE	-	-	-	-	-	2 616	1 256	4 549	5 805	8 421	-	116	34	150	150
ILE-DE-FRANCE	-	-	-	-	-	4 780	1 110	5 971	7 081	11 861	-	171	78	249	249
LA RÉUNION	1	1	-	1	2	476	144	769	913	1 389	-	76	16	92	92
MARTINIQUE	-	-	1	1	1	89	25	118	143	232	-	3	2	5	5
MAYOTTE	-	-	-	-	-	7	16	5	21	28	-	50	-	50	50
NORMANDIE	1	-	-	-	1	711	335	2 435	2 770	3 481	-	13	18	31	31
NOUVELLE AQUITAINE	3	-	-	-	3	3 279	1 052	4 012	5 064	8 343	-	47	31	78	78
OCCITANIE	-	-	-	-	-	2 314	1 481	3 999	5 480	7 794	-	117	57	174	174
PAYS DE LA LOIRE	-	-	-	-	-	1 508	438	2 298	2 736	4 244	-	36	21	57	57
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	-	-	-	-	-	2 118	968	3 005	3 973	6 091	-	104	63	167	167
<b>2024</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>28</b>	<b>25 514</b>	<b>10 537</b>	<b>40 549</b>	<b>51 086</b>	<b>76 600</b>	<b>-</b>	<b>1 063</b>	<b>430</b>	<b>1 493</b>	<b>1 493</b>
2023	22	4	6	10	32	29 947	10 181	41 629	51 810	81 757	-	2 140	1 045	3 185	3 185
2022	18	12	1	13	31	37 695	8 820	39 957	48 777	86 472	-	3 273	1 784	5 057	5 057
2021	12	13	7	20	32	26 441	10 543	55 225	65 768	92 209	-	2 904	1 945	4 849	4 849
2020	17	12	3	15	32	29 013	9 548	51 266	60 814	89 827	-	3 163	2 096	5 259	5 259

TABLEAU 3 – RÉPARTITION EN 2024 DES REMISES DE DETTES ACCEPTÉES EN NOMBRE ET EN MONTANTS

Régions	Remises de dettes acceptées								
	Nombre de remises de dettes acceptées			Montant des remises de dettes accordées			Montant de la remise moyenne		
	Déléataire	IPR	Total	Déléataire	IPR	Total	Déléataire	IPR	Total
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	4 664	1 611	<b>6 275</b>	1 103 288€	4 779 030€	<b>5 882 317€</b>	237€	2 966€	<b>937€</b>
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	742	640	<b>1 382</b>	193 187€	1 568 956€	<b>1 762 143€</b>	260€	2 451€	<b>1 275€</b>
BRETAGNE	309	348	<b>657</b>	78 600€	1 036 774€	<b>1 115 373€</b>	254€	2 979€	<b>1 698€</b>
CENTRE - VAL DE LOIRE	339	231	<b>570</b>	96 173€	691 740€	<b>787 913€</b>	284€	2 995€	<b>1 382€</b>
CORSE	70	68	<b>138</b>	19 082€	170 621€	<b>189 704€</b>	273€	2 509€	<b>1 375€</b>
GRAND EST	1 321	687	<b>2 008</b>	359 487€	2 402 896€	<b>2 762 383€</b>	272€	3 498€	<b>1 376€</b>
GUADELOUPE	133	116	<b>249</b>	45 128€	304 025€	<b>349 153€</b>	339€	2 621€	<b>1 402€</b>
GUYANE	38	11	<b>49</b>	11 393€	26 665€	<b>38 058€</b>	300€	2 424€	<b>777€</b>
HAUTS-DE-FRANCE	2 616	1 256	<b>3 872</b>	720 672€	4 869 123€	<b>5 589 795€</b>	275€	3 877€	<b>1 444€</b>
ILE-DE-FRANCE	4 780	1 110	<b>5 890</b>	1 458 880€	3 591 866€	<b>5 050 746€</b>	305€	3 236€	<b>858€</b>
LA RÉUNION	476	144	<b>620</b>	138 144€	338 908€	<b>477 052€</b>	290€	2 354€	<b>769€</b>
MARTINIQUE	89	25	<b>114</b>	21 433€	46 680€	<b>68 113€</b>	241€	1 867€	<b>597€</b>
MAYOTTE	7	16	<b>23</b>	2 120€	20 316€	<b>22 436€</b>	303€	1 270€	<b>975€</b>
NORMANDIE	711	335	<b>1 046</b>	186 024€	1 571 533€	<b>1 757 557€</b>	262€	4 691€	<b>1 680€</b>
NOUVELLE AQUITAINE	3 279	1 052	<b>4 331</b>	794 825€	1 631 646€	<b>2 426 471€</b>	242€	1 551€	<b>560€</b>
OCCITANIE	2 314	1 481	<b>3 795</b>	546 019€	3 746 815€	<b>4 292 834€</b>	236€	2 530€	<b>1 131€</b>
PAYS DE LA LOIRE	1 508	438	<b>1 946</b>	382 022€	840 696€	<b>1 222 717€</b>	253€	1 919€	<b>628€</b>
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	2 118	968	<b>3 086</b>	563 465€	3 144 543€	<b>3 708 008€</b>	266€	3 248€	<b>1 202€</b>
<b>2024</b>	<b>25 514</b>	<b>10 537</b>	<b>36 051</b>	<b>6 719 941€</b>	<b>30 782 831€</b>	<b>37 502 773€</b>	<b>263€</b>	<b>2 921€</b>	<b>1 040€</b>
2023	29 947	10 181	40 128	8 011 666€	19 661 255€	27 672 921€	268€	1 931€	690€
2022	37 695	8 820	46 515	11 249 882€	11 379 493€	22 629 375€	298€	1 290€	486€
2021	26 441	10 543	36 984	6 825 198€	12 619 450€	19 444 648€	258€	1 197€	526€
2020	29 013	9 548	38 561	7 539 964€	10 725 723€	18 265 687€	260€	1 123€	474€

TABLEAU 4 – RÉPARTITION EN 2024 DES ADMISSIONS EN NON-VALEUR EN NOMBRE ET EN MONTANTS

Régions	Admissions en non-valeur								
	Nombre des ANV			Montant des ANV			ANV - Moyenne		
	Déléataire	IPR	Total	Déléataire	IPR	Total	Déléataire	IPR	Total
AUVERGNE - RHÔNE-ALPES	31 659	10 207	<b>41 866</b>	14 119 063€	21 930 986€	<b>36 050 049€</b>	446€	2 149€	<b>861€</b>
BOURGOGNE - FRANCHE COMTÉ	7 671	894	<b>8 565</b>	2 627 646€	2 829 920€	<b>5 457 566€</b>	343€	3 165€	<b>637€</b>
BRETAGNE	4 647	937	<b>5 584</b>	1 430 081€	2 051 450€	<b>3 481 531€</b>	308€	2 189€	<b>623€</b>
CENTRE - VAL DE LOIRE	2	7 254	<b>7 256</b>	441€	4 081 013€	<b>4 081 454€</b>	220€	563€	<b>562€</b>
CORSE	865	141	<b>1 006</b>	347 543€	351 624€	<b>699 167€</b>	402€	2 494€	<b>695€</b>
GRAND EST	24 704	1 523	<b>26 227</b>	8 433 889€	5 398 217€	<b>13 832 106€</b>	341€	3 544€	<b>527€</b>
GUADELOUPE	1 633	476	<b>2 109</b>	608 587€	1 764 386€	<b>2 372 973€</b>	373€	3 707€	<b>1 125€</b>
GUYANE	131	92	<b>223</b>	54 565€	304 920€	<b>359 485€</b>	417€	3 314€	<b>1 612€</b>
HAUTS-DE-FRANCE	18 090	2 156	<b>20 246</b>	6 506 877€	7 461 266€	<b>13 968 144€</b>	360€	3 461€	<b>690€</b>
ILE-DE-FRANCE	23 970	13 773	<b>37 743</b>	13 866 001€	39 015 797€	<b>52 881 798€</b>	578€	2 833€	<b>1 401€</b>
RÉUNION	2 241	576	<b>2 817</b>	828 166€	1 622 607€	<b>2 450 773€</b>	370€	2 817€	<b>870€</b>
MARTINIQUE	1 158	340	<b>1 498</b>	453 594€	1 188 966€	<b>1 642 560€</b>	392€	3 497€	<b>1 097€</b>
MAYOTTE	196	-	<b>196</b>	69 422€	0€	<b>69 422€</b>	354€	-	<b>354€</b>
NORMANDIE	12 932	844	<b>13 776</b>	4 467 838€	2 866 312€	<b>7 334 150€</b>	345€	3 396€	<b>532€</b>
NOUVELLE AQUITAINE	17 861	2 038	<b>19 899</b>	6 458 466€	6 103 722€	<b>12 562 188€</b>	362€	2 995€	<b>631€</b>
OCCITANIE	31 524	3 561	<b>35 085</b>	12 426 411€	9 962 317€	<b>22 388 728€</b>	394€	2 798€	<b>638€</b>
PAYS DE LA LOIRE	17 058	846	<b>17 904</b>	6 975 977€	3 031 400€	<b>10 007 378€</b>	409€	3 583€	<b>559€</b>
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR	27 768	4 530	<b>32 298</b>	11 545 285€	11 420 182€	<b>22 965 468€</b>	416€	2 521€	<b>711€</b>
<b>2024</b>	<b>224 110</b>	<b>50 188</b>	<b>274 298</b>	<b>91 219 853€</b>	<b>121 385 084€</b>	<b>212 604 937€</b>	<b>407€</b>	<b>2 419€</b>	<b>775€</b>
2023	191 959	34 092	226 051	75 550 294€	88 400 202€	163 950 496€	394€	2 593€	725€
2022	256 118	36 993	293 111	93 671 641€	83 489 148€	177 160 789€	366€	2 257€	604€
2021	239 401	31 995	271 396	73 597 586€	72 660 134€	146 257 720€	307€	2 271€	539€
2020	126 297	29 500	155 797	38 125 571€	63 031 239€	101 156 810€	302€	2 137€	649€

**TABLEAU 5 – ACCORDS DE FRANCE TRAVAIL SERVICES (FTS) PAR DÉLÉGATION ET PAR SON INSTANCE PARITAIRE SPÉCIFIQUE (IPS) POUR LES EMPLOYEURS EN 2024**

Type	Délégation			IPS						Total accords		
	Montant	Nombre	Moyenne	Accord		Annulation dette ou remise 50%		Refus		Montant	Nombre	Moyenne
				Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre			
<b>RÈGLEMENT JUDICIAIRE - LIQUIDATION JUDICIAIRE (ART.46 BIS§5)</b>	44 650 144 €	27 220	1 640 €	0 €	0	0 €	0	0 €	0	44 650 144 €	27 220	1 640 €
<b>REMISE DES MAJORATIONS DE RETARD (ART.55)</b>	784 332 €	944	831 €	14 691 €	2	0 €	0	0 €	0	799 023 €	946	845 €
<b>DEMANDE DE DÉLAI (ART.55)</b>	9 088 582 €	1 177	7 722 €	2 053 297 €	34	26 277 €	5	0 €	0	11 168 156 €	1 216	9 184 €
<b>ADMISSION EN NON-VALEUR EMPLOYEUR</b>	10 824 474 €	3 441	3 146 €	16 774 449 €	846	0 €	0	0 €	0	27 598 924 €	4 287	6 438 €
<b>2024</b>	<b>65 347 532 €</b>	<b>32 782</b>	<b>1 993 €</b>	<b>18 842 438 €</b>	<b>882</b>	<b>26 277 €</b>	<b>5</b>	<b>0 €</b>	<b>0</b>	<b>84 216 247 €</b>	<b>33 669</b>	<b>2 501 €</b>
2023	58 017 941 €	30 530	1 900 €	24 845 661 €	882	25 465 €	4	52 763 €	1	82 889 067 €	31 416	2 638 €
2022	43 410 678 €	19 145	2 267 €	23 457 690 €	858	224 625 €	10	90 904 €	2	67 092 992 €	20 013	3 343 €
2021	35 917 399 €	10 817	3 320 €	20 510 410 €	784	29 753 €	4	0 €	0	56 457 562 €	11 605	4 865 €
2020	45 200 504 €	19 836	2 279 €	32 254 268 €	775	65 344 €	4	16 449 €	1	77 520 117 €	20 615	3 760 €

**TABLEAU 6 – ACCORDS DE FRANCE TRAVAIL SERVICES (FTS) PAR DÉLÉGATION ET PAR SON INSTANCE PARITAIRE SPÉCIFIQUE (IPS) POUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN 2024**

Récapitulatif des décisions prises lors des IPS demandeurs d'emploi en 2024				
NOMBRE DE DOSSIERS PAR TYPOLOGIES	Nombre de dossiers	Accords	Rejets	À représenter
<b>TOUTES TYPOLOGIES</b>	557	396	154	7
<b>ADMISSION EN NON-VALEUR</b>	28	27	1	0
<b>ART. 46 BIS § 2 APPRÉCIATION DE L'EXISTENCE DU LIEN DE SUBORDINATION</b>	0	0	0	0
<b>ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE</b>	379	219	153	7
<b>ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE DANS LE CADRE DU MAINTIEN DES DROITS</b>	0	0	0	0
<b>ART. 46 BIS § 6 ABSENCE DE DÉCLARATION DE PÉRIODE D'ACTIVITÉ SALARIÉE (PNDS)</b>	150	150	0	0
MONTANTS PRÉSENTÉS PAR TYPOLOGIES	Montant initial présenté	dont montant présenté pour accords	dont montant présenté pour rejets	dont montant à représenter
<b>TOUTES TYPOLOGIES</b>	2 690 117,87€	1 749 176,41€	864 330,02€	76 611,44€
<b>ADMISSION EN NON-VALEUR</b>	288 750,08€	281 320,13€	6 235,15€	1 194,80€
<b>ART. 46 BIS § 2 APPRÉCIATION DE L'EXISTENCE DU LIEN DE SUBORDINATION</b>				
<b>ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE</b>	2 401 367,79€	1 467 856,28€	858 094,87€	75 416,64€
<b>ART. 46 BIS § 4 EFFACEMENT DE DETTE DANS LE CADRE DU MAINTIEN DES DROITS</b>	0€	0€	0€	0€
<b>ART. 46 BIS § 6 ABSENCE DE DÉCLARATION DE PÉRIODE D'ACTIVITÉ SALARIÉE (PNDS)</b>				



## INSTANCES PARITAIRES : L'EXAMEN DES CAS INDIVIDUELS EN CHIFFRES - 2024

Avril 2025

Unédic

4, rue Traversière 75012 Paris  
T. +33 1 44 87 64 00

[unedic.org](https://unedic.org)

